

Présidentielle contestée, vengeance à redouter... Y a-t-il une place pour les vrais intérêts du petit peuple ?

Tribune - Edito - Anthony Ramarolahingaingonirainy - 28/08/12

Deux constantes sont hors de tout doute. D'une part, il est clair que l'armée tient un rôle charnière dans la crise actuelle. Présente à la fois parmi les principales sources, l'intervention du CAPSAT dans le dénouement du mouvement de la place du 13 mai n'étant plus à présenter à personne, l'armée ne peut nier non plus sa contribution dans le pourrissement actuel de la situation à travers le choix clairement affiché de faire front contre le retour de l'Ex-. Un tel geste ne peut être interprété par les sympathisants de ce dernier que comme une inféodation de l'armée à l'autre camp auquel profiterait selon eux l'éloignement de leur leader de la présidentielle. La prise de position de l'armée contribue au maintien d'un artificiel rapport de force en faveur du camp du Futur Ex- à défaut d'élection considérée par tous comme l'unique baromètre fiable pour l'appréciation véridique d'un tel rapport. D'autre part, personne ne peut contester que les outils juridiques et institutionnels adoptés et institués en vue de l'organisation des prochaines échéances électorales font pour l'instant l'objet de réserves si ce ne sont des réticences de toute part.

Ces deux situations auront leurs influences sur les élections à venir mais le présent éditorial se limitera à la présidentielle laquelle sera appréciée à la lumière de la proposition dite du « ni...ni... ».

Trois cas possibles pour un résultat identique : le chaos !

Trois issues sont envisageables dans l'éventualité de la participation de l'Ex- et du Futur Ex- à la prochaine présidentielle.

Première hypothèse, le Futur Ex- gagne. C'est le schéma le plus probable car depuis l'indépendance, à part Ratsirahonana en 1997, celui qui était au pouvoir et qui organisait alors les scrutins, le candidat d'État en quelque sorte, était toujours élu. Plus besoin de faire un dessin pour que tout le monde comprenne pourquoi ? (législations sur mesure, fraudes en tout genre, utilisation de biens divers de l'État, instrumentalisation de la HCC etc.). Le cas Ratsirahonana constitue la parfaite exception qui confirme la règle. Le camp de l'Ex- ne ratera pas l'occasion de soulever l'unilatéralisme entourant l'adoption de la Constitution, des lois électorales, du processus de nomination des membres de la CENIT etc.

Deuxième hypothèse, l'Ex- gagne. La vengeance planera dans l'air. Sauf que le camp du Futur Ex- trouvera les motifs même les plus farfelus pour contester les scrutins, du genre il ne faut pas confisquer ou laisser échouer le mouvement « populaire » de 2009 etc. Le Futur Ex- n'a-t-il pas d'ailleurs annoncé la couleur plusieurs fois déjà qu'il ne participera pas sauf certitude absolue de gagner ? Lors de sa conférence de presse de l'après Maputo, n'avait-il pas insisté en outre sur le fait qu'il ne faut pas laisser l'Ex- revenir au pouvoir ? Une telle détermination laisse-t-elle planer le moindre doute sur une contestation en cas de défaite ? Par ailleurs, personne ne peut prédire ce que l'armée, fidèle jusqu'à maintenant au pouvoir et se démarquant par sa réticence au retour aux affaires de l'Ex-, serait capable de faire.

Troisième hypothèse, un troisième larron triomphe. Une simple hypothèse d'école mais nécessaire quand même pour la compréhension de l'ensemble. Le schéma est surréaliste car personne ne se démarque pour l'instant. En plus des remarques avancées précédemment lorsqu'on évoquait la première hypothèse sur la grande chance de tout candidat au pouvoir, l'histoire électorale malgache démontre en outre que les Malgaches ont tendance à voter en faveur d'une figure familière du sommet de l'État, c'est-à-dire, celui qui est au pouvoir au moment des scrutins (Tsiranana, 1965, 72 - Ratsiraka 1975, 89 - Zafy alors Président de la HAE en 1993) ou un Ex- chef d'État (Ratsiraka 1997). Ravalomanana de 2002 reste aussi l'exception qui confirme cette règle. Attendons-nous à de dangereux sursauts d'orgueil de l'aile dure de chacun des deux camps si jamais ce serait le cas. Les deux ont tellement de comptes à régler, d'intérêts (occultes ?) à sauvegarder et d'affaires sales à couvrir qu'ils ne se laisseront pas faire. L'arrivée d'une tierce personne au pouvoir risquerait de tout mettre en l'air ou du moins tout mettre à jour.

Bref, le dénominateur commun des 3 hypothèses serait leur issue chaotique. En amont, l'image serait idyllique pour la démocratie en ce sens que personne n'aurait été banni de la consultation populaire. Elle le serait moins en

aval. Dans les trois cas en effet, une crise post-électorale serait inévitable. Les Malgaches méritent-ils d'être les otages perpétuels de deux égos ?

Une prémisse de solution nommée « ni...ni... ».

Le non participation de l'Ex- et du Futur Ex- à la prochaine présidentielle ne résoudrait pas l'intégralité des problèmes économiques, écologiques, sociaux, humains, culturels etc. actuels de la Grande île mais une partie non négligeable serait au moins aplanie. Le principal blocage étant levé, la recherche de solution pour le reste ne serait que facilitée. C'est l'unique combinaison dans laquelle le peuple pourrait être le vrai gagnant de la prochaine présidentielle. À moins que les électeurs ne décident de confier une nouvelle fois leur dévolu à l'un des vieux Ex- (Zafy, Ratsiraka).

Dans ce schéma, il y aurait moins de risque que l'Ex- et le Futur Ex- perturbent l'après élection, pour la simple raison que la pilule serait plus facile à avaler et surtout à digérer par chacun des deux camps vu que l'ennemi juré lui aussi devrait avaler et digérer la même. D'autre part, on peut supposer que d'après négociations sur les intérêts de chacun seraient menée en amont de ce deal, lequel en toute logique ne serait même pas signé sans un minimum de satisfaction des deux parties. Il n'y a aucune assurance tout risque néanmoins, car les deux camps ont déjà montré plusieurs fois leur incapacité à tenir parole dans le passé.

Rêve permis pour une Convention du 31 octobre (1991) bis

Le « ni...ni... » n'est qu'une étape. Le blocage ainsi levé ouvrirait la possibilité d'envisager une saine négociation pour une transition véritablement consensuelle et inclusive pour parvenir à une adéquate et opportune refondation de la République. À partir de là, il serait permis de rêver à un schéma à la « Convention du 31 octobre » dans lequel le plein pouvoir sera confié au PM (Beriziky ?) et les deux protagonistes se verront attribués des postes de présidences honorifiques. Tous les éditoriaux laissés ici par votre humble serviteur depuis le début de la crise sur certains détails techniques à améliorer (Constitution, lois électorales, législations sur les partis politiques, statut de l'opposition, loi sur la communication, lutte contre la corruption etc.) redeviendront d'actualité.

Pour finir, reconnaissons que c'est déjà une chance que le Futur Ex- ait montré sa disponibilité pour ce schéma. Gardons espoir que l'autre camp en fasse autant. N'oublions pas que tout serait vain si celui qui est au pouvoir et qui dispose encore du soutien de l'armée n'accepte pas un quelconque schéma, peu importe comment il y est parvenu, quoi qu'on dise, quoi qu'on pense juste, quoi qu'on pense démocratique etc. Le constat est valable pour tout pays. Reconnaitre cette réalité n'est nullement un fanatisme pour ou contre tel ou tel camp, encore moins un fatalisme mais plutôt un réalisme et un pragmatisme des plus élémentaires.

Oui, tout cela est possible si les deux protagonistes sont réellement habités par un vrai patriotisme, celui qui pousse les vrais hommes d'État à penser aux vrais intérêts supérieurs de la nation et non à leurs intérêts personnels et égos. L'histoire et les générations futures jugeront !

P.-S.

Pour ne pas perdre le fil ou pour mieux comprendre lire « Autour de la rencontre prochaine entre l'Ex- et...le futur Ex- » et « Échec de Maputo ou l'incroyable hara kiri politique de l'Ex- »

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Presidentielle-contestee-vengeance.17859.html>